

La voix des sans papiers

Jeudi, 3 décembre, 17 heures. La température à l'intérieur de l'église, malgré les chauffages d'appoint, ne doit pas dépasser les 12°. La personne que je devais rencontrer pour cette interview se trouve avec un début de grippe. Elle me demande l'adresse d'un médecin qui voudrait bien se déplacer à l'église. J'ai interviewé Chetioui Mohamed, porte-parole des sans papiers.

● Quel bilan tirez-vous depuis le commencement de l'occupation ?

Nous occupons l'église du Béguinage depuis maintenant 38 jours. Au cours de cette sixième semaine, certains d'entre nous ont décidé de mener une grève de la faim.

Le bilan que nous tirons n'est pas brillant. Du point de vue politique rien n'a changé, personne n'en parle, nous n'existons pas. Du point de vue humain, le monde associatif, qui est d'ailleurs fort soumis au monde politique, doit se tenir aux critères défendus par ce même monde politique, à savoir : la recevabilité des demandes d'asile pour tous ceux qui peuvent justifier un séjour au-delà de trois ou cinq ans.

Mais pour beaucoup d'autres cas qui sont peut-être un peu moins politiques et plus économiques, par exemple tous ceux qui sont venus avec un simple visa touristique et puis se sont mariés, ont eu des enfants, ont travaillé...et puis ont vu leur mariage brisé avant que leurs situations se soit régularisées... A ceux-là, aucun droit ne leur sera accordé. Puis il y a tous ceux qui ont fini leurs études et qui entrent dans la clandestinité parce qu'ils décident de rester. Ou encore, ceux qui rentrent illégalement parce qu'ils n'ont plus rien à perdre... C'est le cas de la majorité des sans-papiers...

● Mais êtes-vous conscients que la Belgique ne peut pas accueillir tout le monde ?

Ce que nous demandons c'est de pouvoir ouvrir le dialogue avec les autorités et avec la population belge.

C'est aussi l'objectif même de cette occupation. Nous posons un acte pour interpeller l'opinion

publique sur les conditions dans lesquelles nous nous vivons le quotidien. Est-ce que l'opinion publique est d'accord pour instaurer à nouveau l'état d'esclavage dans la société? A qui profite cet état de choses ?

Il faut savoir qu'il y a une couche sociale qui vit dans des conditions inhumaines, des gens qui travaillent 16 heures d'affilée et qui sont payés selon la volonté de l'employeur. Parfois ils sont simplement nourris et remerciés. Je répète ma question, à qui profite cette situation?

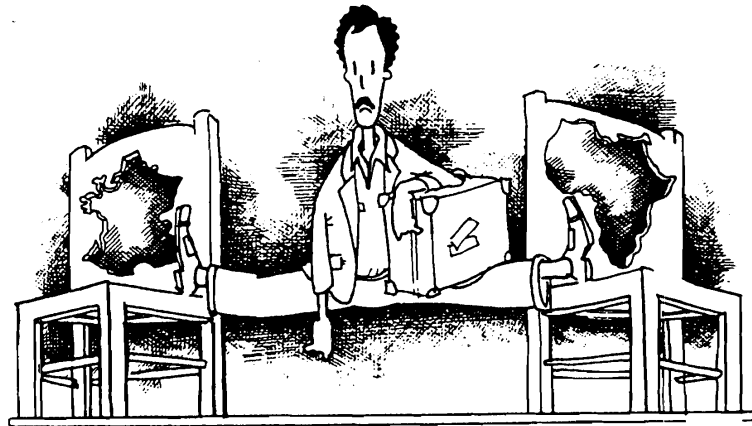
Rosa Navarro



La politique du gouvernement vise à déporter 15.000 personnes par an, sans devoir se justifier, traite les gens comme de la marchandise. Est-ce la bonne politique ? Résout-elle le problème de la gestion des dossiers des clandestins? Le Gouvernement crée un climat de xénophobie de la population belge vis à vis de nous, et d'un autre côté il subit la pression de certains lobbies d'entrepreneurs pour maintenir une situation suffisamment souple et pouvoir ainsi puiser dans une main d'œuvre précaire.

C'est de cette réalité que démarrent nos revendications. Et c'est à partir de cette logique que nous voulons ouvrir le débat avec l'ensemble de la société.

Si les caméras montrent souvent les demandeurs d'asile politique, le but est de poser les vraies questions. Il ne reste pas moins que celle des candidats demandeurs d'asile n'est qu'un des aspects de cette réalité.



- ***Pensez-vous que la situation des sans-papiers risque de rester bloquée encore longtemps ?***

Le travail en noir est inhérent au système. Ce n'est pas à nous de répondre. Nous calculons que quelque 100.000 personnes travaillent, vivent et logent ici sans accès à aucun droit. La cause est bien entendu la paupérisation du tiers monde et la dérégulation du monde du travail. Ce même phénomène se produit, de façon moins brutale, dans les pays européens grâce à la structure sociale qu'ils ont développée.

Ceci dit, il n'en reste pas moins que ce processus a pour but de faire baisser les salaires par le maintien du chômage massif et d'une main d'œuvre bon marché. La loi Vande Lanotte de 1980, renforcée en 1987, puis 1991, 1993 et 1995, institutionnalise cet état de choses et tisse la haine dans la population vis-à-vis des étrangers car nous sommes traités comme des criminels.

- ***Quelles sont concrètement vos revendications ?***

Nous souhaitons avancer des propositions sur la régularisation de tous les sans-papiers, en collaborant avec le monde intellectuel, avec les gestionnaires du système pour réfléchir ensemble et trouver d'autres possibilités qui s'adaptent mieux aux exigences de la dignité et de la justice.

- ***Croyez-vous que vous parviendrez à vous faire entendre ?***

Nous sommes conscients que le rapport de force est inégal. Mais nous n'agissons pas en terme de politique de critères, nous agissons en termes de libération des puissances des hommes et des femmes sur une base de justice et de dignité humaine. Nous n'avons plus rien à perdre ; nous demandons à être traités comme des personnes. Il s'agit d'un minimum de respect de l'homme. D'ailleurs je veux lancer un appel à tous les sans papiers à venir nous rejoindre à l'église du Béguinage.